

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

Service Prévention des Risques et Industries
Extractives

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AVIO GUYANE

Centre Spatial Guyanais
BP 809
97388 Kourou

Références : ATTE/PRIE/PRA/MC/2025/159
Code AIOT : 0006900447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2025 dans l'établissement AVIO GUYANE implanté Centre Spatial Guyanais BP 506 97388 Kourou. L'inspection a été annoncée le 03/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVIO GUYANE
- Centre Spatial Guyanais BP 506 97388 Kourou
- Code AIOT : 0006900447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AVIO Guyane est responsable des activités liées aux lanceurs Vega. Elle assure les opérations d'assemblage des lanceurs et de la maintenance de ses installations au sein du Centre Spatial Guyanais.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-100	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice de gestion de crise organisé par AVIO Guyane a permis d'atteindre son objectif principal en assurant la protection des personnes présentes en ZLV (Zone de Lancement Vega). Cet entraînement a permis de démontrer que certains points peuvent être améliorés afin de gagner en rapidité et efficacité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : La société AVIO Guyane a organisé un exercice de gestion de crise le 09 janvier 2025 sur l'emprise de la ZLV (Zone de Lancement Vega). Le scénario concerne un déversement accidentel en ZSE (Zone de Stockage des Ergols) (établissement exploité par le CNES) qui a entraîné la formation d'un nuage toxique (hydrazine) se propageant en direction de la ZLV. Les grandes lignes de la chronologie de l'exercice sont les suivantes : 9h26 : diffusion micro annonçant le début de l'exercice 9h28 : déclenchement des sirènes POI 9h33 : activation de la cellule de crise d'AVIO Guyane 9h38 : premier point de situation avec le CNES. 12 personnes sont comptabilisées dans le local de repli. Des personnes manquent à l'appel. 9h42 : les sirènes sont de nouveau déclenchées pour alerter les personnes manquantes 9h47 : demande au CNES de fournir les données météorologiques 9h58 : l'ensemble des personnes présentes en ZLV sont regroupées au local de repli 10:04 : point de situation avec le CNES 10h12 : les relevés de la BSPP (Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris) sont négatifs. Il n'y a plus de danger. Fin de l'exercice. L'inspection des installations classées a pu observer la réactivité des intervenants lors des premières minutes permettant ainsi de diffuser rapidement l'alerte et les premières consignes. Les sirènes POI sont clairement audibles sur l'ensemble de la ZLV. Le logiciel de sauvegarde a permis d'identifier rapidement que plusieurs personnes ne s'étaient pas regroupées au local de repli. L'exploitant a alors pris les mesures (re-déclenchement des sirènes et appels radio) pour que l'ensemble des personnes sur zone rejoignent le local. Même si cette problématique est probablement liée à un biais d'exercice, ce test a permis de mettre en évidence que le système peut être perfectionné et qu'une communication envers les entreprises extérieures doit être réalisée pour améliorer le dispositif de mise en sécurité du personnel.

La salle de crise du bâtiment LAGRANGE est opérationnelle et dispose du matériel nécessaire à la gestion de crise.

Dans le cadre du scénario de l'exercice, la société AVIO Guyane a fait le choix de ne pas déclencher son POI, l'accident provenant d'un autre établissement. L'inspection des installations classées s'interroge sur ce choix sachant que des personnes ne s'étaient pas repliées au local prévu à cet effet et donc potentiellement impactées ou blessées par le nuage toxique. Comme l'indique l'article L.515-41 du Code de l'Environnement le POI doit permettre de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs même si ceux-ci ne proviennent pas du site de l'exploitant.

La société AVIO Guyane n'ayant pas déclenché son POI, l'exercice ne peut pas être comptabilisé comme un exercice annuel conformément à l'article R515-100 du Code de l'Environnement. Un deuxième exercice doit donc être réalisé au cours de l'année 2025.

D'une manière générale la phase d'anticipation peut-être améliorée, par exemple l'exploitant a demandé au CNES de lui fournir les données météorologiques mais ces résultats n'ont pas été exploités.

Type de suites proposées : Sans suite